

# PLUS

LE DALAÏ LAMA  
RENDEZ-VOUS EN TERRAIN MINÉ

Gilles Toupin PAGE 3

CHIRURGIE ESTHÉTIQUE

## JUSQU'OU FAUT-IL ALLER?

De la vedette de télé qui ne semble jamais vieillir jusqu'à la voisine qui semble avoir perdu du poids dernièrement, de plus en plus de Québécoises (et de Québécois) ont recours à la chirurgie esthétique pour parfaire leur image. Mais le sujet reste toujours tabou. Superficiel, le recours à la chirurgie? Au delà des poitrines plantureuses et des hanches affinées, les chirurgiens réparent surtout l'estime de soi.

JUDITH LACHAPPELLE

En apprenant les circonstances du décès de Micheline Charest, Olivia a péniblement avalé sa salive. Pendant quelques heures, elle a douté. Ces risques, dont lui a déjà parlé son chirurgien, sont bien réels. Mais en fin de journée jeudi, elle avait décidé de maintenir le cap: elle irait bel et bien recevoir une liposuction des cuisses dans un mois. «Et cet été, je pourrai porter des shorts!»

Olivia est une pétillante brunette dans la trentaine, jolie, mince de partout «sauf là», dit-elle en désignant ses fesses et ses cuisses. Ni bonne alimentation ni entraînement physique quotidien (et elle en connaît un bout en la matière, elle est prof d'aérobic à ses heures), ne sont venus à bout de sa culotte de cheval. La seule façon d'y arriver: le bistouri, l'aspirateur... et 4000\$.

C'est son amie Rolande qui l'a convaincue de faire le saut. Que ceux qui crient à la «superficialité» de la chirurgie esthétique se lèvent! «Ces gens ne comprennent absolument rien à la pression que nous, les filles *hors norme*, vivons», dit Rolande.

Elle se souvient encore très bien de ce samedi après-midi éreintant de magasinage où elle a réalisé qu'elle portait du 7-8 pour la taille et les épaules mais que, à cause de ses «foutues cuisses», il fallait qu'elle achète du 14. «Les vêtements sont pas taillés pour des filles comme nous...»

L'histoire des deux femmes fait soupirer Lise Lamontagne, du Réseau québécois d'action pour la santé des femmes (RQASF). «Comment se fait-il qu'il n'y ait pas de vêtements à sa taille?, dénonce-t-elle. Les pressions exercées par la société sont réelles, mais en même temps, est-ce qu'on va

accepter de transformer notre corps pour répondre à des pressions qui sont changeantes?»

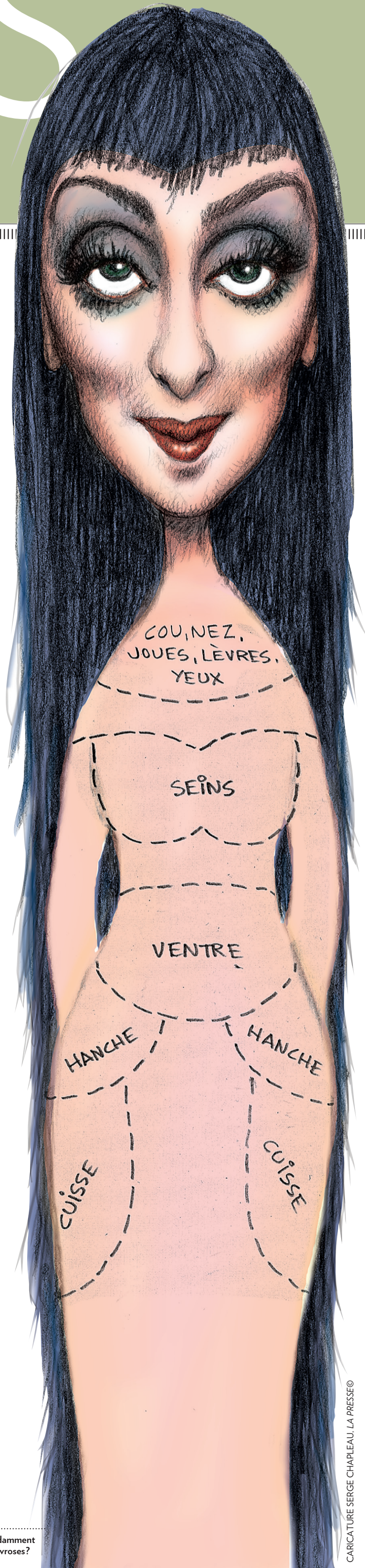
Rolande et Olivia sont à mille lieux du cliché de la poupée qui investira des dizaines de milliers de dollars en opérations pour obtenir un corps digne de Barbie. Mais ces deux femmes «ordinaires» représentent la principale clientèle des chirurgiens plasticiens du Québec. Les opérations sont plus abordables, la chirurgie esthétique s'est démocratisée. Madame (et de plus en plus monsieur) Tout-le-Monde fréquente de plus en plus les cliniques spécialisées pour se faire retirer un peu de gras dans l'abdomen, les cuisses et les fesses (la liposuction est l'opération la plus courante), pour augmenter ou réduire le volume des seins, retoucher des paupières tombantes, corriger un nez bossu ou effacer des rides avec un peu de Botox ou par un lifting.

Des opérations dont, souvent, les résultats seront assez discrets pour paraître naturels aux yeux des autres mais qui seront suffisants pour satisfaire le patient et lui redonner confiance en son image.

### Le grand bond

De fait, entre 1997 à 2001, le nombre d'opérations en chirurgie esthétique a bondi de 304%, selon le RQASF. Les femmes, principales clientes des chirurgiens, visitent les cliniques dans l'espoir de paraître plus minces, plus plantureuses ou plus jeunes. Des attributs convoités qui s'étiolent avec le temps. «C'est pourquoi les femmes sont un excellent marché pour une industrie qui veut faire de l'argent et non s'intéresser à notre santé», dit M<sup>me</sup> Lamontagne.

› Voir CHIRURGIE en 2



CARICATURE SERGE CHAPLEAU, LA PRESSE©



# VINCENT MARISSAL

## I am Canadian

**P**etite suggestion à Suzanne Tremblay, qui prendra bientôt une retraite bien méritée : s'il vous prend l'envie d'aller vous faire bronzer sous les tropiques, évitez Cuba ou tout autre endroit où se masse une trop grande concentration de Canadiens anglais.

Pas qu'ils soient méchants, au contraire, « they are soooooo Canadian ». Mais ils ont depuis peu la désagréable habitude de voyager avec leur drapeau et de le planter sur le balcon de leur chambre d'hôtel sitôt débarqués.

La députée Tremblay, qui avait fait une crise d'urticaire en voyant la mer de feuilles d'érable dans la partie canadienne du village olympique de Nagano, avalerait son « Cuba libre » de travers en constatant le débordement de nationalisme canadien dans l'île de Fidel.

Au bord de la piscine d'un hôtel de Holguin la semaine dernière, la première chose qui sautait aux yeux, c'étaient les six ou sept grands drapeaux canadiens accrochés aux balcons ou plantés dans les pots de fleurs. Un compatriote avait même poussé le raffinement jusqu'à accrocher une ribambelle de minidrapeaux unifoliés à la rampe de son balcon. Même à l'ambassade du Canada à La Havane, on ne compte pas tant d'unifoliés.

Sheila Copps a de quoi être fière, elle laissera un héritage durable en quittant la politique. De toute évidence, les germes de la maladie du drapeau dont elle est gravement atteinte se sont disséminés dans tout le pays et ont fait de nombreuses victimes. Et les symptômes ne se limitent pas aux balcons d'hôtels.

Avant, le Canadien errant se contentait d'un petit drapeau discret sur son sac à dos. Maintenant, on le porte sur la casquette, sur le t-shirt, sur le short, sur la serviette de plage et même en maillot de bain. La dame sur la chaise longue d'à-côté s'est même collé de faux tatouages aux couleurs du Canada sur les chevilles. Son jules, lui, exhibe fièrement la feuille d'érable sur son couvre-chef et sur son chandail.

Avant, le Canadien errant mettait un petit drapeau sur son sac à dos, discrètement, poliment, une façon de se reconnaître et de se faire reconnaître dans l'internationale des voyageurs. Parfois, les gens dans les trains l'abordaient en disant « So, you're from Canada ? » et la discussion s'engageait là-dessus. Maintenant, il prend les devant et plante un gros drapeau sur son balcon en criant « I am Canadian » comme dans les pubs de bière. Ne manque plus qu'un beau casse de poil et des raquettes.

Même les Américains, qui ne font pourtant pas dans la dentelle question drapeau, n'ont pas mis autant d'exubérance à planter leurs étoiles quand ils ont débarqué sur la Lune. Parlant d'Américains, qu'est-ce que l'on dit d'eux quand ils exposent leur patriotisme dégoûlant à l'étranger ? C'est ça : on les traite de maudits impérialistes. Mais venant des paisibles Canadiens, c'est pas grave.

**En gueulant « I am Canadian ! » sur tous les toits, le Canadien moyen crie surtout : « I am not American ! »**

Le plus drôle là-dedans, c'est que les Canadiens atteints de la rage du drapeau affichent leur identité d'abord pour se distinguer de leurs voisins américains. C'est du nationalisme de réaction. En gueulant « I am Canadian ! » sur tous les toits, le Canadien moyen crie surtout : « I am not American ! » On se définit par ce que l'on ne veut pas être plutôt que par ce que l'on est.

C'est la faute à Sheila Copps et à sa maladie du drapeau. C'est aussi un peu la faute à Molson et à ses

publicités au nationalisme primaire de la bière « Canadian », un peu aussi aux hockeyeurs canadiens, hommes et femmes, qui ont gagné les médailles d'or aux Olympiques de 2002 et encore un peu aussi à la prestigieuse revue britannique *The Economist*, qui a déclaré l'an dernier à la une que le Canada est *cool*.

Mais c'est surtout la faute à Jean Chrétien. En ayant la sagesse de ne pas entraîner le Canada derrière les États-Unis en Irak, il a gonflé d'orgueil ses compatriotes en manque de ferveur nationaliste. C'est vrai que, ces temps-ci, quand on voyage en dehors de l'Amérique du Nord, il est infiniment plus agréable d'être Canadien qu'Américain, mais ce n'est pas une raison pour sombrer dans les excès de chauvinisme que l'on reproche justement à nos voisins du Sud.

Au bar de la piscine de l'hôtel de Holguin, une dame de Toronto entreprend un jeune couple britannique sous prétexte de parler des tatouages du jeune homme. En fait, elle obéit surtout à une irrépressible envie de dire qu'elle est Canadienne. Et c'est parti, mon kiki ! Le Canada a la réputation d'être un pays ennuyeux, mais c'est en fait un endroit très *cool*, les Américains nous considèrent comme leur 51<sup>e</sup>

état mais nous sommes « soooooo different », et puis nous sommes si paisibles, nous ne sommes pas allés en Irak, nous, débite la dame sans laisser le temps aux jeunes Anglais de placer un mot, avant de conclure : « Je suis tellement désolée pour ce pauvre Tony Blair qui s'est fait entraîner par Bush en Irak. Il a été si naïf. » Les deux Brits ont avalé leur « mojito » de travers.

Avant, le Canadien moyen en voyage à l'étranger allait prendre un verre dans un bar avec son petit drapeau sur son sac à dos en s'excusant presque d'être là quand on lui demandait : « So, you're from Canada ? » Maintenant, il débarque bruyamment, drapé dans son unifolié, et il donne des leçons de politique étrangère à tout le monde.

C'est peut-être pour ça que resurgit ces jours-ci cette idée loufoque d'annexer les îles Turk et Caicos. Le Canadien moyen, porté par sa ferveur nationaliste retrouvée, a soudainement des pulsions de conquistador. Les îles Turk et Caicos, vous imaginez le nombre de balcons où accrocher des drapeaux ?

En attendant, Fidel devrait se méfier. Les Cubains qui luttent depuis 45 ans contre le vilain impérialiste américain sont en train de se faire envahir par les paisibles Canadiens.



PHOTO ASSOCIATED PRESS

Michael Jackson, Monsieur Chirurgie Plastique. Jusqu'ou faut-il aller ?

## Liposuccion en direct

À la télévision américaine, la chirurgie plastique fait un malheur. Au grand bonheur des télédiffuseurs.

NATHALIE COLLARD

« Un conte de fées devenu réalité. »

C'est en ces termes qu'on présente *The Swan*, la nouvelle émission de télé-réalité diffusée sur les ondes du réseau américain FOX et qui promet de transformer « les vilains petits canards en cygnes gracieux ».

On pousse même la cruauté jusqu'à organiser un concours de beauté où les plus belles concurrentes se font compétition pour le titre convoité d'*Ultimate Swan*.

Aux États-Unis, la chirurgie plastique réconcilie les télédiffuseurs avec les grosses cotes d'écoute. Dans un pays où l'on a pratiqué plus de 8,7 millions d'interventions chirurgicales de ce type en 2003 seulement (82 % de ces opérations ont été subies par des femmes), la chirurgie plastique est devenue un geste quasiment banal.

À un point tel que l'American Society of Plastic Surgeons a cru bon de diffuser un communiqué dans lequel elle met en garde la population contre des attentes trop élevées. « Les gens ont des attentes qui ne sont pas saines par rapport à ce que la chirurgie plastique

peut faire pour eux », peut-on lire dans ce communiqué diffusé le 30 mars dernier. L'Association s'inquiète tout particulièrement pour les jeunes, plus influençables et plus conscients de leur image corporelle. « Il faut comprendre qu'il s'agit d'une vraie opération qui peut comporter des risques », prévient-elle.

**Refaire sa vie**

Jusqu'ici, la chirurgie plastique était un sujet en or pour les documentaristes à la recherche d'images fortes et sensationnelles : impossible d'oublier ces kilos de gras aspirés par un tuyau menaçant montré dans les premiers documentaires sur la liposuccion.

Mais l'arrivée de la télé-réalité a permis de pousser le concept un peu plus loin. En décembre 2002, on a vu apparaître *Extreme Makeover* (ABC), la première émission qui allait miser sur l'insécurité et la quête de perfection des individus. Mettant en vedette une équipe de superspécialistes de la chirurgie reconstructive, *Extreme Makeover* promettait aux concurrents-cobayes (des quidams au physique désavantageux) une « transforma-

tion profonde ». Succès immédiat : en peu de temps, *Extreme Makeover* est passée d'émission spéciale à émission hebdomadaire.

Une autre émission, *Nip/Tuck* (une fiction diffusée sur FX aux États-Unis et sur CTV au Canada), raconte l'histoire de deux chirurgiens plastiques de Miami face à l'obsession de la beauté et de la jeunesse de leurs patientes ainsi qu'à certaines questions éthiques, à l'occasion.

Mais la folie atteint son paroxysme avec *I Want a Famous Face*, une série documentaire présentée sur le réseau MTV. La caméra suit des jeunes qui désirent avoir le même visage que leur vedette préférée : Jennette aimerait bien avoir les traits angéliques de Kate Winslet, Jesse voudrait ressembler à Elvis Presley tandis que Sha rêve de la beauté plastique de Pamela Anderson. Du pur délire, et ce, même si MTV insiste pour dire qu'elle n'est pas à l'origine de la décision de ces jeunes et ne paye aucune de ces interventions.

Au Québec, aucune émission du genre n'est encore à l'écran. Question d'éthique ou de moyens financiers ? L'avenir le dira.

## Jusqu'ou faut-il aller ?

**CHIRURGIE**  
suite de la page 1

Vrai, la chirurgie esthétique est une médecine particulière : les opérations ne sont généralement pas nécessaires pour la santé du patient. La responsabilité du chirurgien est d'autant plus grande. « C'est le chirurgien qui va décider à la fin s'il accepte le patient, dit le Dr Yvan Larroque, de l'Association des chirurgiens plasticiens du Québec. On n'est pas obligé d'opérer les gens, ils n'ont pas de problèmes de santé. On doit choisir nos patients en fonction des risques qui sont associés ; si on considère que l'opération comporte trop de risques, on refuse l'opération. On est quand même dans un contexte, au Québec, où je vois en un mois trois fois plus de patients que je peux en opérer... »

Les angoissés qui font une montagne d'un défaut très mineur, les chirurgiens ont plutôt tendance à les éviter. « Les gens obsédés par un détail, on ne les opère pas, ce ne sont pas de bons candidats, dit le Dr Larroque. On ne peut jamais garantir que le résultat sera parfait. »

Idem pour les candidats qui cherchent une solution trop facile. « Il arrive parfois, au cours d'une carrière, qu'on se fasse imposer une intervention sans qu'on le veuille, qu'on le fasse et qu'on regrette ensuite d'avoir écouté le patient, confie le Dr Richard Moufarrège, rattaché à l'Université de Montréal. Mais normalement, le chirurgien doit être en mesure de refuser la pression. Par

exemple, je refuse de faire certaines opérations sur des personnes qui n'ont pas perdu le poids nécessaire avant une liposuccion, ou sur un gros fumeur qui veut avoir un lifting, parce que ça peut rendre difficile la cicatrisation de la plaie. »

Le Québec suit donc la vague mondiale, même si ce n'est pas encore la Californie (où il est courant que les jeunes filles choyées reçoivent des augmentations mammaires en cadeau) ou encore le Brésil, où le carnaval de Rio, avec ses sculpturales déesses qui exhibent leurs plus belles formes sous de microvêtements, est désormais surnommé le « carnaval du silicone ».

« Avant, les femmes avaient une certaine réticence à en parler », expliquait en février dernier à l'Agence France-Presse Isabel Coelho, gérante d'une compagnie brésilienne qui importe des implants américains. « Aujourd'hui, il existe une sorte de fierté à montrer les résultats. »

**Le tabou du bistouri**

Les Brésiliennes se vantent peut-être d'avoir rendu visite à un chirurgien, mais ce n'est certainement pas encore le cas des Québécoises. S'il est « acceptable » de porter des appareils orthodontiques pour corriger la dentition ou de dépenser des centaines de dollars pour éliminer les poils disgracieux par électrolyse ou par laser, recourir au bistouri pour se débarrasser du gras dont aucun régime ni exercice intensif n'est venu à bout reste un sujet tabou.

Rolande et Olivia, qui ont refusé

### CHIRURGIE ESTHÉTIQUE

#### COÛT MOYEN DES INTERVENTIONS AU CANADA

LIPOSUCCION	2000\$
AUGMENTATION MAMMAIRE	6000\$
LIFTING DU VISAGE	8000\$
RHINOPLASTIE	4000\$
LIFTING DU FRONT	4000\$

de donner leur véritable identité, préfèrent également que leur entourage ne connaisse pas leur secret. Peur des reproches ? Peur du jugement ? « Peur de se faire dire que si on a des grosses cuisses, c'est de notre faute, dit Rolande. Alors que je m'entraîne cinq fois par semaine et que je surveille de près mon alimentation. Et peur de me faire dire que je n'ai qu'à m'accepter telle que je suis, alors qu'on me rappelait sans cesse que je n'avais pas le corps que j'aurais dû avoir. »

Les « opérées » se voient comme lucides et réalistes, conscientes que cette société qui dit condamner le recours à la chirurgie esthétique est aussi celle qui ne manque pas de remarquer combien elles vieillissent, combien elles sont rondes, combien elles ont « le derrière large comme ça »... Mauvais, très mauvais pour l'estime de soi.

« L'estime de soi, on ne la construit pas tout seul, observe le psycholo-

### CHIRURGIE ESTHÉTIQUE

#### LA CHIRURGIE ESTHÉTIQUE EN CHIFFRES

Voici quelques chiffres concernant l'industrie de la chirurgie plastique et cosmétique aux États-Unis. Les données, émises par l'American society of plastic surgeons, datent de 2003. Il n'existe aucune compilation comparable au Canada selon diverses sources consultées hier.

AUGMENTATION MAMMAIRE	254 140 interventions
BLÉPHAROPLASTIE (PAUPIÈRES)	246 633 interventions
LIFTING DU VISAGE	128 667 interventions
LIPOSUCCION	320 022 interventions
RHINOPLASTIE (NEZ)	356 554 interventions
INJECTIONS DE BOTOX	2 891 390 interventions

**TOTAL DE TOUS LES TYPES D'INTERVENTIONS** 8 793 943 interventions

Augmentation de tous les types d'interventions par rapport à 2002	33 %
Pourcentage de femmes dans l'ensemble des interventions	86 %

**TOTAL DES DÉPENSES (EN 2002)** 7 186 233 197 \$ US

gue Marc Therrien. On a besoin du regard de l'autre. Mais jusqu'à quel point ? Est-ce que ce sont tous les autres, ou seulement les personnes les plus importantes dans notre vie ? Ce que la chirurgie peut promettre, c'est d'être reconnu beau par le plus de gens possible en fonction d'un idéal de beauté. L'estime de soi, c'est être reconnu par les autres tel qu'on se connaît. Quand on sent un écart, on veut prendre les moyens de le diminuer. »

Pour Rolande, aucun regret à propos de la liposuccion qu'elle s'est offerte il y a trois ans. « Je suis en train de reprendre confiance en moi mais ça m'a pris un sacré temps

pour me débarrasser de l'image négative que j'avais de moi. Dans mon cas, la chirurgie a été la meilleure des thérapies ! »

Entre la thérapie chez le psy pour s'accepter tel qu'on est et le chirurgien pour régler le problème en deux visites, le choix n'est souvent pas difficile à faire, observe Marc Therrien. « Pour le même prix et le résultat qu'on recherche, est-ce que je vais aller voir 100 fois le psychologue, ou deux fois le chirurgien pour me sentir beau ? On a le choix. On a une belle société qui a les moyens d'inventer ces outils-là et la liberté de prendre le chemin le plus court ou le plus long. »

LE DALAI-LAMA À OTTAWA

# Rendez-vous en terrain miné

Grande première cette semaine à Ottawa : le premier ministre Paul Martin rencontrera le dalaï-lama, Prix Nobel de la paix 1989 et leader spirituel et temporel en exil du Tibet. Même si ce rendez-vous avec l'histoire se fera sous le commode parapluie d'une « rencontre oecuménique » à l'archevêché d'Ottawa, l'événement a de toute évidence une dimension politique. À preuve, les réactions de Pékin.



GILLES TOUPIN

OTTAWA

Le dalaï-lama ne désire évidemment pas rencontrer Paul Martin pour lui parler du Livre des morts tibétain et de la doctrine suprême du bouddhisme. Pas plus que Paul Martin ne compte sur ce dialogue pour trouver l'illumination et la date magique à laquelle il devrait déclencher des élections.

Soyons réalistes : le Tibet est sous l'hégémonie militaire et politique de la Chine depuis 1959, année où le dalaï-lama s'est enfui en Inde, d'où il n'a cessé depuis de revendiquer l'autonomie pour son pays et la protection de l'héritage culturel du Tibet.

Et si le Canada « demeure très préoccupé par la situation des droits de la personne en Chine », comme le rappelle le site Internet du ministère des Affaires étrangères, « particulièrement au Tibet », c'est que ce petit pays est victime d'une des plus brutales assimilations de l'histoire contemporaine.

« Depuis octobre 1950, signalait le quotidien *The Globe and Mail* jeudi, alors que 40 000 soldats chinois ont envahi le royaume himalayen, entre 500 000 et 1,2 million de Tibétains sont morts. Quelque 6000 temples bouddhistes ont été détruits. Des milliers de moines et de soeurs bouddhistes ont été emprisonnés, torturés ou tués. Des centaines de milliers de Chinois ont été incités à immigrer au Tibet, de telle sorte que maintenant, dans plusieurs villages du royaume, les Chinois sont plus nombreux que les Tibétains. »

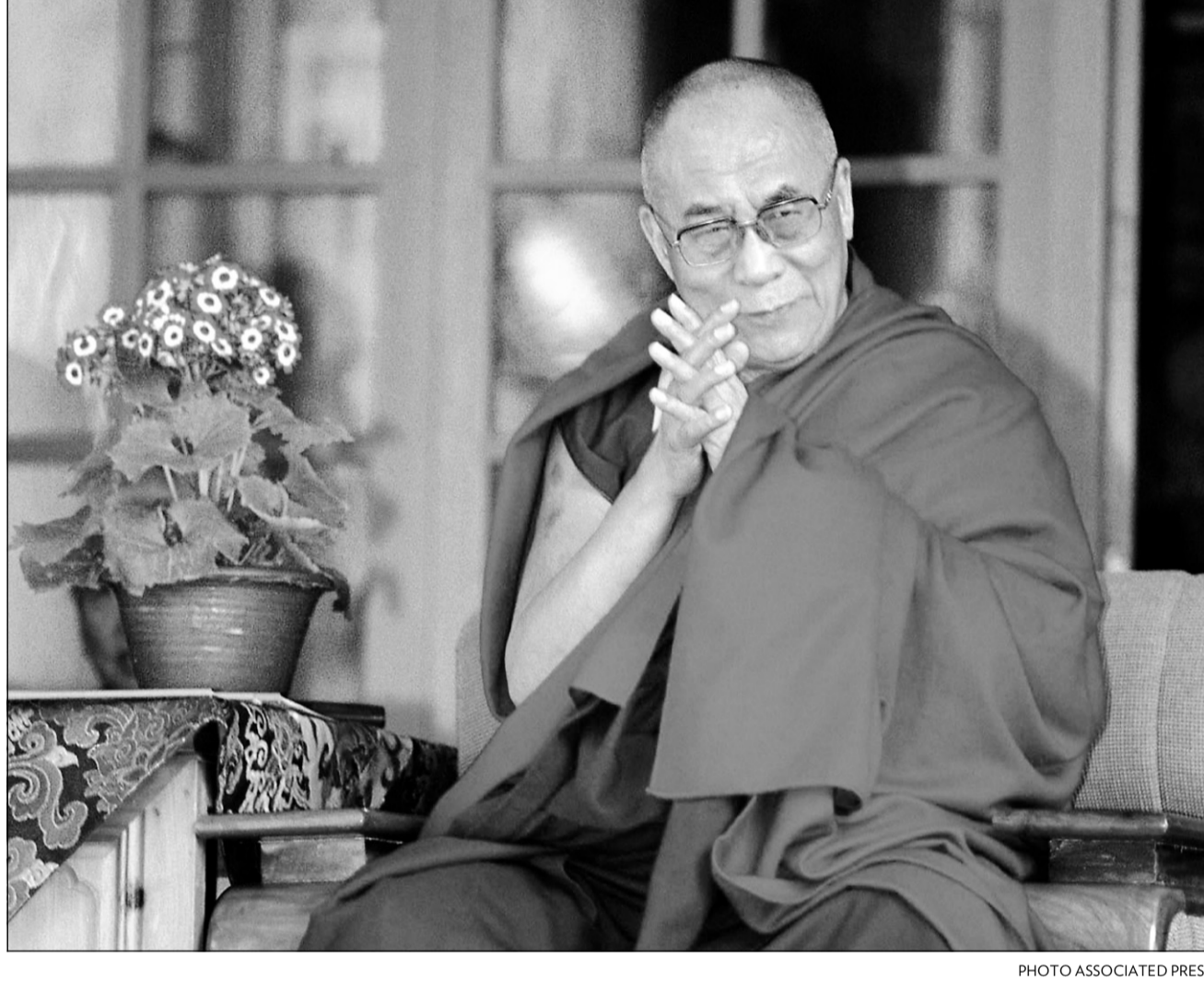


PHOTO ASSOCIATED PRESS

Le dalaï-lama, photographié dans le temple indien de Dharamsala, en mars dernier.

La diplomatie chinoise aura eu beau tenter grossièrement de faire avorter la rencontre en comparant le dalaï-lama à un chef souverainiste du Québec, personne au Canada n'a goûté l'analogie. Le *Globe* a d'ailleurs été l'un des premiers quotidiens à qualifier cette comparaison de « ridicule », d'« odieuse » et d'« insultante pour les Canadiens ». De plus, le dalaï-lama ne

revendique pas l'indépendance du Tibet ; il demande simplement un peu plus d'autonomie.

Au bureau du premier ministre Martin, on rappelle que le Canada maintient sa position consistant à ne pas reconnaître le gouvernement en exil du Tibet. Mais on se dit, du même souffle, « très conscient des enjeux ». On reconnaît également que la rencontre ne sera pas plani-

fiée à l'avance quant à son contenu, que le premier ministre ne saurait imposer au dalaï-lama et aux autres participants religieux à la rencontre des balises à la discussion.

« Je comprends les inquiétudes de la Chine, a dit Paul Martin mercredi dernier, mais j'ai le droit, comme premier ministre du Canada, de décider qui je rencontre. » M. Martin estime que le Prix Nobel

de la paix 1989 est « un personnage religieux important ». La Chine affirme pour sa part qu'il est un « chacal », un « féodal » et « un loup en habit de moine ».

Quoi qu'il en soit, estime Tenzin Dargyal, un des organisateurs de la visite au comité Canada-Tibet, « le dalaï-lama a une responsabilité envers les Tibétains, en tant que leader et bouddha vivant, d'assurer le bonheur de tous les Tibétains, qu'ils soient au Tibet occupé ou en exil ». M. Dargyal fait d'ailleurs remarquer que le dossier de la Chine est prioritaire au gouvernement fédéral, non seulement sous M. Chrétien mais également sous la nouvelle gouverne de Paul Martin. Dans l'entourage du dalaï-lama, on estime que la nature privilégiée des relations entre le Canada et la Chine, relations qui s'appuient sur « une amitié réelle », permet au premier ministre Martin de jouer un rôle d'intermédiaire entre la Chine et le Tibet. On fait valoir que les relations entre la Chine et les États-Unis ne sont pas des relations « d'amitié véritable » et c'est en ce sens que le Canada a un poids que beaucoup n'ont pas auprès de Pékin.

Le Canada et la Chine sont de « vrais amis », des *guanji*, dit-on en mandarin. « Dans la culture chinoise, affirme Tenzin Dargyal, si vous voulez faire de vraies affaires avec un partenaire ou avoir son oreille, ça prend le *guanji*. » Qu'a fait Paul Martin la première journée qu'il a été nommé premier ministre ? Il a accueilli le premier ministre chinois, Wen Jiabao. Nous pensons que sur la scène internationale, si on fait l'analyse, le Canada a vraiment beaucoup plus le pouvoir que les États-Unis d'influencer positivement la Chine sur la question tibétaine. »

Donc, même si chez Paul Martin on met beaucoup l'accent sur la nature « spirituelle » de la rencontre du 23 avril chez l'archevêque d'Ottawa, Marcel Gervais, le premier ministre ne peut, de façon réaliste, s'attendre à une fête mondaine. « Derrière le sourire et derrière l'homme de paix, soutient Tenzin Dargyal, il y a une tragédie horrible qui continue de s'aggraver, alors nous espérons que ce nouveau leader, qui se nomme Paul Martin, se porte à la défense du Tibet. M. Martin a beaucoup parlé ces temps-ci de donner le vrai pouvoir aux parlementaires. Il a l'occasion cette fois-ci de démontrer sa sincérité puisque la majorité des députés aux Communes, soit 162 sur 301, appuient la campagne du comité Canada-Tibet pour que le Canada intervienne auprès de la Chine sur la question tibétaine. »

Paul Martin n'a pas l'intention de tenter d'influencer les relations sino-tibétaines. Mais on n'écartera pas, dans son entourage, l'idée que le Canada puisse jouer un jour un rôle de conciliateur entre les deux entités, mais à la seule condition que les deux parties en expriment le désir.

# Le silence des coroners

Depuis un mois, les coroners ne sont plus autorisés à expliquer leurs rapports d'enquête directement aux journalistes. Serait-ce la pointe d'un iceberg ? À Québec, plusieurs trouvent que la loi du silence est de plus en plus lourde.

MAXIME BERGERON

La nouvelle est d'abord passée presque inaperçue. Les coroners ne commenteront plus leurs rapports d'enquête ou d'investigation au moment de la publication. Ni en conférence de presse ni en entrevue individuelle. C'est maintenant un communiqué de presse et le document lui-même — vendu 10 \$ — qui informeront les journalistes des recommandations du coroner. Un point, c'est tout, ont décidé leurs patrons.

Ainsi, quand il a déposé son rapport sur les dangers du téléphone cellulaire au volant à la mi-mars, le coroner Claude Paquin n'a accordé aucune interview aux médias. « C'est dans le rapport lui-même que le coroner peut expliquer ses recommandations et les choix qu'il a faits », a fait valoir le coroner en chef, Danielle Bellemare, en poste depuis janvier.

Anne-Marie Dussault, présidente de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, considère cette nouvelle politique comme « un recul et une fermeture inacceptables ». Elle a été la pre-

mière à sonner l'alarme il y a un mois. « Toutes ces mesures convergent dans une même direction. Elles vont rendre plus difficile l'exercice de la liberté de presse et l'information légitime du public », a-t-elle indiqué dans une lettre adressée à M<sup>e</sup> Bellemare.

Le président de l'Association des coroners du Québec (qui représente 50 des 80 coroners à temps partiel), le Dr André Dandavino, a lui aussi vivement réagi. Selon lui, c'est d'abord et avant tout les citoyens qui perdent au change avec la mise en place de ces mesures — une application à la lettre de la loi déjà existante.

« Les coroners sont les mieux placés pour répondre aux questions des journalistes, et si le fait de commenter un rapport peut permettre de sauver des vies, il faut garder la transparence qu'on avait. C'est une mauvaise tangente. »

Une « tangente » que le Dr Dandavino n'est pas le seul à déplorer. Dans la fonction publique, les voix sont nombreuses à dénoncer le contrôle plus serré de l'information observé depuis l'automne au sein de l'appareil gouvernemental.

« Il y a un véritable climat de froideur qui s'est installé dans tous les ministères et organismes ; tout est sous haute surveillance », dit Michel Sawyer, président du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ). S'il reconnaît l'importance de l'obligation de discrétion des fonctionnaires — prévue à l'article 6 de la Loi sur la fonction publique — Michel Sawyer n'en demeure pas moins inquiet de cette « surveillance » accrue. Très inquiet même. Au point où son syndicat retranscrit désormais tous les documents qui lui sont fournis par des « sources » et qui pourraient être réutilisés.

« Depuis l'automne, avec le climat qui existe, on ne prend plus aucun risque, dit M. Sawyer. Même si c'est un haut fonctionnaire qui me transmet de façon confidentielle un document, on le retravaille. On n'exclut pas que des dossiers stratégiques sur la réingénierie puissent être piégés par des fautes d'orthographe placées à des endroits spécifiques. Et ce n'est pas de la paranoïa : la réingénierie est une question de milliards, et beaucoup de gens sont intéressés par ces milliards. »

En octobre dernier, alertés par

sionnels du gouvernement du Québec (SPGC). Depuis l'automne, les notes de service envoyées aux employés se sont multipliées, dit-elle. « On n'avait jamais vu ça avant, des lettres de sous-ministres qui appellent aux fonctionnaires leur devoir de réserve à tour de bras ! On restreint de plus en plus la circulation de l'information. »

Par exemple, dans une note distribuée le 13 février aux employés du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, le sous-ministre André Trudeau a rappelé aux fonctionnaires leur obligation de ne pas divulguer de l'information confidentielle ou sensible. Ce jour-là, des médias — qui avaient eu accès à des documents internes — avaient diffusé une nouvelle sur des délais d'attente anormalement longs à Emploi-Québec.

## « Sonneurs d'alarme »

Les employés du gouvernement qui fournissent des renseignements aux journalistes demeurent malgré tout peu nombreux. Beaucoup d'autres, qui observent des malversations ou d'autres irrégularités dans leur milieu de travail, souhai-

raient cependant pouvoir le signaler, ne serait-ce qu'à leur patron. Mais ils ont très peur. Et ferment les yeux dans la majorité des cas.

« Les gens qui veulent dénoncer à l'heure actuelle sont en danger, ils ne sont protégés par aucun système d'immunité et s'exposent à des poursuites civiles », déplore Michel Gagnon, président de l'Association

professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec.

Ces employés souhaiteraient bénéficier d'un système de protection des dénonciateurs semblable à celui mis en place le mois dernier à Ottawa, conséquence directe du scandale des commandites. Des députés du PQ et de l'ADQ se sont aussi prononcés récemment en faveur d'un tel mécanisme.

Ce à quoi s'oppose Monique Jérôme-Forget, présidente du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'administration gouvernementale. « Pour l'instant, ce n'est pas dans les plans du gouvernement du Québec d'imiter Ottawa », a-t-elle indiqué une entrevue récente au *Soleil*. Selon M<sup>me</sup> Jérôme-Forget, qui souligne que les fonctionnaires ont « l'obligation de dénoncer les irrégularités », il faut plutôt renforcer la « culture basée sur l'éthique » instaurée il y a un peu plus de deux ans par le gouvernement péquiste de Bernard Landry. On avait alors mis en place des « répondants à l'éthique » dans chaque ministère.

Le système est d'ailleurs efficace à l'heure actuelle, juge Doris Paradis, vérificatrice générale du Québec par intérim. « Un fonctionnaire qui constate un problème devrait d'abord s'adresser à son supérieur immédiat ou au répondant à l'éthique de chaque ministère, explique-t-elle en entrevue téléphonique. Il existe plusieurs recours. »

Michel Sawyer, du SFPQ, est loin d'être convaincu. « Il ne faut pas juste quelqu'un qui reçoit la plainte, ça prend l'immunité ! Je ne recommande jamais à personne de faire directement une déclaration. Aujourd'hui, je suis loin d'être sûr qu'un employé qui dénonce quelque chose de croche à son boss soit en sécurité. »

« Toutes ces mesures convergent dans une même direction. Elles vont rendre plus difficile l'exercice de la liberté de presse et l'information légitime du public. »

## PLUS

## DES OH! ET DES BAH!

La rubrique qui voit et entend tout

## DES CHIFFRES QUI PARLENT

1000

La Santé publique de la Montérégie établit que le risque d'incidence de cancer est de 1000 fois plus élevé que la moyenne à Roxton Pond, près de Granby, là où 650 citoyens sont exposés à une eau souterraine contenant des contaminants chimiques.

35 %

Le pourcentage de Canadiens qui voterait pour le Parti libéral du Canada, selon un récent sondage publié par le *Globe and Mail*. C'est la cote de faveur la plus basse enregistrée par les libéraux au cours de la dernière décennie.

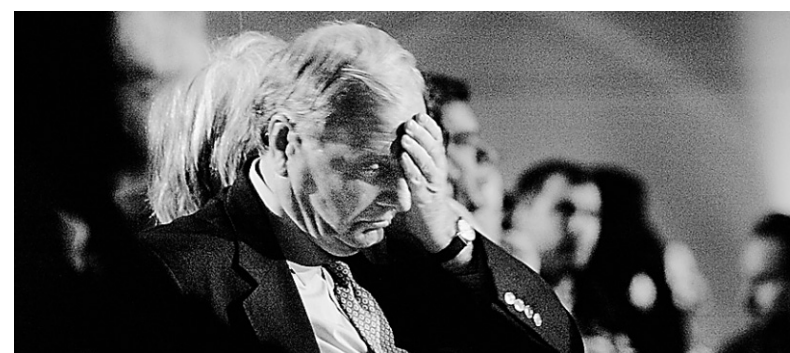
75 milliards

Nombre de pourriels qui pourraient circuler dans le monde en 2008, selon une étude de la firme californienne Radicati Group. On en compte 15 milliards en 2004.

59 %

Ça ne va pas mieux chez les libéraux provinciaux, puisque selon un autre sondage publié cette semaine, 59% de Québécois estiment que les électeurs ont fait un mauvais choix en votant pour Jean Charest, il y a un an.

## ICI ET AILLEURS



Paul Martin

PHOTO REUTERS

## GAGETOWN

## Leçon d'histoire — ou de géographie?

Paul Martin aurait-il été un cancre à l'école? Lors de sa grande annonce sur la relance de l'armée canadienne, cette semaine à Gagetown, il a évoqué le débarquement qui a sonné le début de la fin de la Deuxième Guerre mondiale — et qui a permis au Canada de faire un pas en avant, comme celui que le pays fera grâce aux nouveaux investissements dans l'armée canadienne. Tout ça est bien beau, mais au lieu de situer cet événement historique en Normandie, il a parlé du débarquement de... Norvège. Et ce, deux fois plutôt qu'une. Reste à savoir si le premier ministre a péché par ignorance de l'histoire ou de la géographie. À moins que ce ne soient les deux.

## SALT LAKE CITY

## Tuer sans faire de bruit

Les parlementaires de l'Utah sont en faveur de la peine de mort, mais ils en avaient marre que les exécutions de leur État défraient la manchette. Ils ont adopté une législation, récemment signée par le gouverneur républicain de l'État, selon laquelle les détenus condamnés à mort ne pourront plus opter pour la fusillade. Ils seront obligatoirement tués par injection. Le dernier prisonnier à avoir été fusillé, en 1996, avait attiré les représentants de plus de 150 médias des quatre coins du monde et les politiciens ne voulaient pas répéter une telle expérience. En somme: oui à la peine capitale en Utah, mais SVP, tuez sans faire trop de bruit!

## MONTRÉAL

## Mauvaise élève?

La vice-présidente du comité exécutif de Montréal, Francine Sénécal, n'est pas très à l'aise avec les journalistes... qu'elle ne semble d'ailleurs pas porter dans son cœur. Et ce, malgré la formation d'une journée qu'elle a suivie il y a environ deux ans avec la firme d'experts en communication National. Jeudi, lors du congrès de l'Union des municipalités du Québec, *La Presse* l'a approchée pour avoir une entrevue. Bien qu'elle occupe la fonction de présidente de la commission du congrès, Mme Sénécal a d'abord refusé, pour ensuite se raviser, visiblement à contrecœur. Selon nos informations, c'est aussi à contrecœur qu'elle a accepté de participer à sa formation...

## ILS, ELLES ONT DIT...

## Libéré

«Allô maman, c'est moi, je suis content d'entendre ta voix. Ça y est, je suis libéré!»

— Fadi Fadel, l'otage lavallois libéré vendredi.

## Repentant

«Je ne peux pas comprendre que ce soit arrivé, mais je suis humain et j'ai commis une faute.»

— Le député néo-démocrate Svend Robinson qui a convoqué une conférence de presse pour annoncer qu'il a volé une bague.

## Courageux

«Tout est suivi de minute en minute, s'est-il défendu. Vous ne parlez pas à un peureux.»

— Le ministre de la Sécurité publique Jacques Chagnon, répondant à ceux qui lui reprochent de ne pas agir de manière assez musclée à Kanesatake.

## EN HAUSSE... EN BAISSÉ



## PIERRE-ELLIOT TRUDEAU



Il a donné son nom à l'aéroport de Montréal. Cette semaine, on a appris qu'il prêtera aussi son nom au bâtiment qui abrite un centre important d'études internationales de l'Université de Toronto.



## FADI FADEL



Après huit jours de captivité, le Lavallois a finalement été libéré vendredi.



## SVEND ROBINSON



Il devra s'éclipser du paysage politique pour une histoire de bague volée. Mais déjà, des voix venant de partout lui demandent de revenir.



PHOTO IVANOHO DEMERSO, LA PRESSE

Jean Charest : un an plus tard, comment corriger le tir ?

## JEAN CHAREST

## Briser l'isolement



DENIS LESSARD

## ANALYSE QUÉBEC

À plus bas dans les sondages, critiqué de toutes parts cette semaine, que doit faire Jean Charest pour corriger le tir? Les habitués des coulisses politiques se perdent en conjectures et donnent des avis parfois divergents. «Premier ministre 101» reste un cours sans manuel, et de toute façon l'examen final n'aura lieu que dans trois ans.

Les manifestations autour du premier anniversaire de l'élection des libéraux n'ont peut-être pas eu le succès souhaité par les centrales syndicales, mais un constat cinglant s'imposait dans l'entourage de Jean Charest cette semaine: personne, hormis les membres du conseil des ministres, n'aura eu un commentaire favorable sur le bilan du gouvernement. «Ceux qui ont dit du bien de Jean Charest cette semaine sont tous sur le payroll», a tranché un vieux libéral qui ne voulait pas être identifié.

Tout récemment évincé du cabinet de Jean Charest, le vieux routier du PLQ Ronald Poupard est, lui, plus catégorique: «Jean Charest doit gérer de façon différente. Après un an, la preuve est faite. Un ajustement important doit être apporté.» Pour M. Poupard, comme d'ailleurs pour le sénateur Jean Claude Rivest, un autre lieutenant de Robert Bourassa, le problème de Jean Charest reste l'isolement. Le bureau du premier ministre n'a pas auprès des groupes de pression et des centrales syndicales les entrées qu'y avaient Robert Bourassa ou Lucien Bouchard.

## Manque de contacts

Souvent jeunes, issus du milieu des communications, les conseillers de Jean Charest n'ont pas les contacts qu'avaient à leur époque les Jean-Roch Boivin et Pierre Bibeau, observe M. Rivest. «Ça prendrait quelqu'un à qui Henri Massé pourrait téléphoner pour faire ses mises en garde», dit l'alter ego de Robert Bourassa.

«Il doit intégrer autour de lui des gens qui viennent de différents milieux», estime pour sa part Ronald Poupard. Dans ce cabinet «emmuré», personne ne comprend bien Montréal, «personne n'a ses lettres de créance. Ce n'est pas dans les manuels de communication qu'on apprend à se faire des réseaux», croit M. Rivest.

Pour ces deux vieux routiers, la gravité de la situation est évidente même s'il reste passablement de temps avant les prochaines élections. D'autres, qui tiennent à rester anonymes, soutiennent que rien ne presse. «M. Bourassa disait que six mois en politique, c'est une éternité. M. Charest a donc six ou huit éternités devant lui», ironise-t-on. Pas question de «céder à la panique» en remaniant prématurément un conseil des ministres dont les membres sont susceptibles d'être plus efficaces après une année de rodage.

Ces mêmes stratèges ont constaté avec soulagement que les manifestations de cette semaine, bien que bruyantes et visibles, étaient loin d'avoir l'importance promise par les centrales syndicales.

Mais le problème de Jean Charest auprès de l'électorat demeure évident pour ces observateurs libéraux. En politique, on dit souvent que les communications sont la première cible, puis l'entourage du patron. Quand le premier ministre est écorché, c'est que le problème est sérieux. Or, pour la première fois depuis longtemps, bien des commentateurs cette semaine soulignaient que l'attitude un peu nonchalante de Jean Charest faisait partie des problèmes du gouvernement. Ceux qui le connaissent ont constaté sa fatigue alors qu'il faisait des déclarations vagues, donnant prise à l'interprétation, durant sa tournée des médias, où il n'a rien gagné.

Souvent, on fait référence à la biographie rédigée par André Pratte, l'éditorialiste en chef de *La Presse*, dans laquelle l'ex-conservateur apparaît comme un chef bien secret, qui ne livre jamais ses impressions. Il n'aime guère la contestation, et

## « Dans ce cabinet

« emmuré », personne ne comprend bien Montréal. »

ceux qui s'y risquent sont susceptibles d'être oubliés aux réunions suivantes, confirment des sources issues de la permanence du PLQ.

Pour Michel Crête, son ancien bras droit, Jean Charest doit rapidement montrer que «c'est lui qui a le gouvernail». «Si j'étais encore dans les parages, je conseillerais à M. Charest de revenir à ses positions fortes: des questions comme le partenariat public-privé, les embûches nombreuses à la croissance économique, l'absence de marge de manoeuvre de l'État. Il faut que ce soit mieux expliqué, et il faut que

« Il faut que Jean Charest reprenne le leadership des dossiers importants, que tout le monde ait l'impression que c'est lui qui tient le volant. »

ce soit lui qui le fasse, c'est ce que les gens attendent », résume celui qu'avait choisi M. Charest comme chef de cabinet au lendemain des élections. Ronald Poupard avait alors été, sans ménagement, mis sur une voie de garage. M. Crête a connu le même sort trois mois plus tard.

Pour l'ancien patron de Loto-Québec, le message de Québec est trop diffus. «Il faut que Jean Charest reprenne le leadership des dossiers importants, que tout le monde ait l'impression que c'est lui qui tient le volant», insiste M. Crête.

C'est exactement ce que croit John Parisella, qui sait comment fonctionner un cabinet. «M. Charest doit s'attacher à des dossiers de vision: la démographie, la taille de l'État, le financement de la santé, les négociations du secteur pu-

blic.» En revanche, le chef du gouvernement n'a pas à commenter les encombrements dans les urgences ou les rebondissements de Kanesatake. Il doit faire la distinction entre l'accessoire et ce qui est central.

Loin des officines politiques, le spécialiste des sondages Claude Gauthier observe la même chose. Selon lui, il n'y a pas suffisamment de «pédagogie» autour des décisions du gouvernement. Mais surtout, l'automne dernier, le gouvernement a ouvert trop de fronts. «À l'époque de Lucien Bouchard, il n'y avait qu'un seul clou (pour le premier ministre): le déficit zéro.»

Par sa force et sa rapidité, la désapprobation de la population à l'endroit du gouvernement est stupéfiante. «De mémoire de sondeur, je ne me souviens pas avoir vu un gouvernement nouvellement élu plonger si vite», dit M. Gauthier. Selon CROP, depuis décembre, les deux tiers des Québécois sont insatisfaits du gouvernement Charest, qui serait prestement retourné aux banquettes de l'opposition si des élections générales avaient eu lieu entre-temps.

Les causes de l'insatisfaction sont nombreuses. Bien des promesses n'ont pas été respectées, depuis le milliard de baisses d'impôt annuelles jusqu'au maintien des garderies à 5 \$. Le cadre financier de septembre 2002, qui avait permis au PLQ de promettre des baisses d'impôt «a été élaboré sur

des informations incomplètes», dit aujourd'hui l'économiste Yves Rabaud. Personne ne pouvait prévoir la hausse du huard, qui a ralenti l'économie, ni les mauvaises surprises de la Société générale de financement.

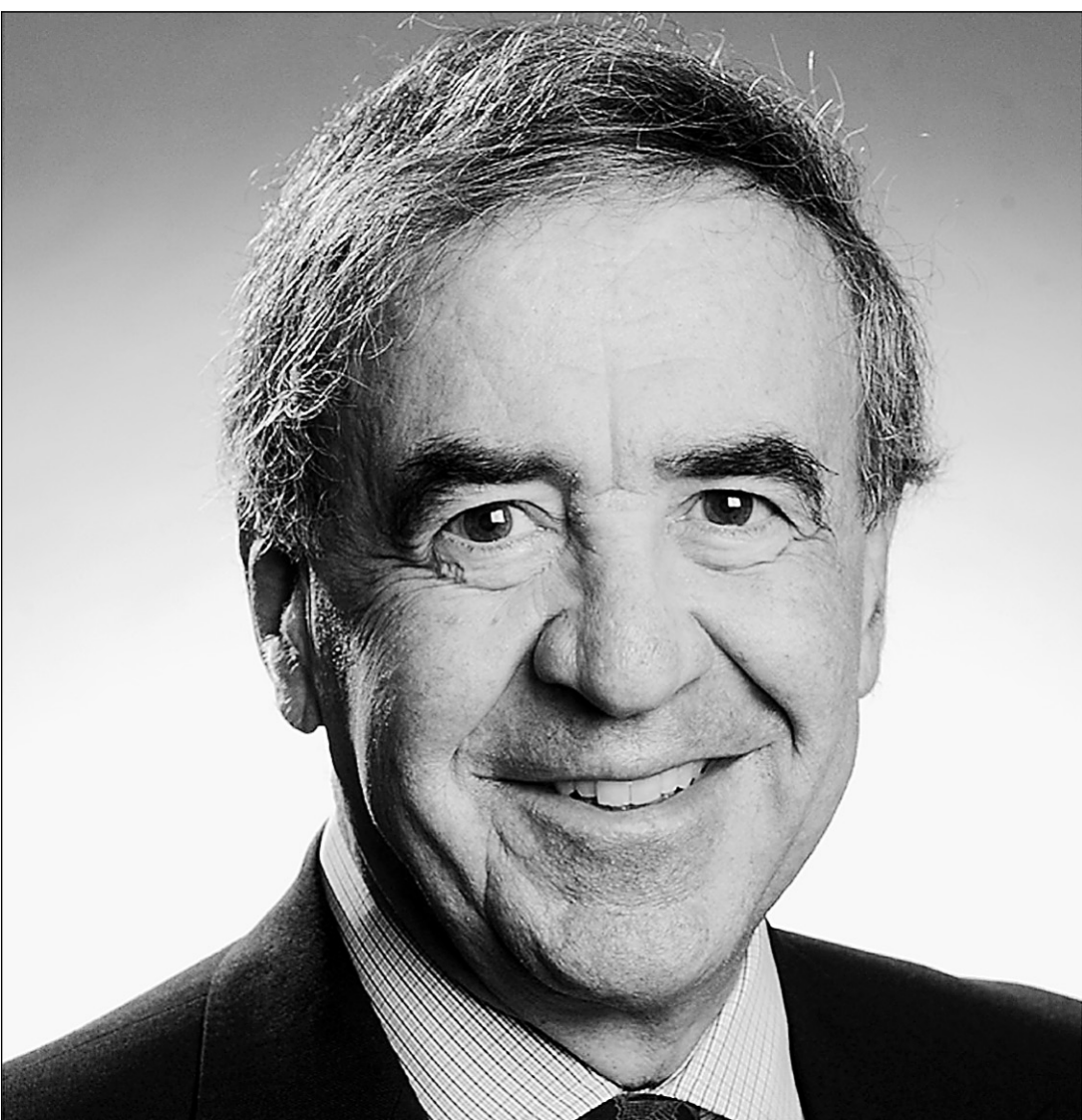
## Manque de cohérence

D'anciens conseillers péquistes affirment qu'on ne «sent pas de cohérence» dans l'équipe Charest. Le premier ministre devrait avoir une discussion en profondeur avec l'ensemble de ses conseillers, affirme l'un d'eux. «Pour casser le syndrome ça va mal, une attitude difficile à reconnaître et à faire disparaître», ajoute un autre péquiste. Eux aussi pensent que ce n'est pas avec un remaniement qu'on règle ce genre de torpeur. Changer les portefeuilles de mains reste souvent une opération cosmétique, mais c'est une très grosse carte à jouer pour un premier ministre. Bernard Landry l'a appris à ses dépens au début de 2002.

John Parisella estime que le gouvernement Charest a fait une grave erreur en ouvrant simultanément des fronts avec les syndicats (en amendant le Code du travail) tout en haussant les tarifs des garderies. Une coalition entre le front commun et les jeunes familles du «450» ne laisse rien présager de bon pour un gouvernement. Aussi l'approche déterminée de l'automne dernier était en rupture avec une tradition. «Depuis 15 ou 20 ans, le Québec a toujours fonctionné autour de consensus des syndicats et des patrons assis autour d'une table», dit M. Parisella.

Robert Bourassa était un fervent de cette concertation; «mais s'il avait été là, l'article 45 n'aurait pas été changé, et on vivrait toujours avec les régies régionales de la santé», ironise un vieux routier libéral.

Le nouvel impérialisme américain est un sujet chaud. Tellement que le Centre d'études et de recherche internationale de l'Université de Montréal a décidé de se pencher sur la question jeudi prochain. *La Presse* s'est entretenue avec les deux conférenciers qui confronteront leurs points de vue à cette occasion.



SIMON SERFATY

# L'envol américain

ALEXANDRE SIROIS

**WASHINGTON** — Simon Serfaty enseigne la politique étrangère des États-Unis à l'Université Old Dominion de Norfolk, en Virginie, et est titulaire de la chaire Zbigniew Brzezinski en sécurité globale et géostratégie au Centre d'études stratégiques et internationales, un institut de recherche réputé de Washington. Il vient de publier un essai sur la tentation impériale américaine. *La Presse* l'a rencontré pour discuter de ce qu'il qualifie d'envol impérial des États-Unis.

**Q** *La Presse* : A-t-on raison de qualifier les États-Unis d'empire ?

**R** Simon Serfaty : Il faut qualifier les États-Unis de puissance impériale. Et lorsque j'emploie cette expression, je ne fais rien de plus que me livrer à un constat. Une puissance impériale est une puissance qui domine les autres, amis et adversaires, au niveau des moyens, des intérêts, du rayonnement et du zèle.

**Q** Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 ont selon vous joué un rôle majeur dans cet envol impérial des États-Unis ?

**R** Oui parce que, en 1991, à la fin de la guerre froide, déjà aux États-Unis les conditions de la puissance impériale sont remplies. Ce qui n'est pas encore disponible, c'est la volonté d'en employer les moyens. Le 11 septembre 2001, c'est la découverte de la vulnérabilité du pays, fait sans précédent dans son histoire. Pour la première fois, l'Amérique a besoin de se livrer à une guerre qui est véritablement la sienne, pour se venger, pour venger ses morts. C'est donc dans le contexte du 11 septembre que cette puissance impériale est livrée à une tentation d'agir comme le permettent les moyens dont elle dispose.

**Q** Celadit, et vous le dites dès le début de votre livre, il ne faut pas dire aux Américains que leur pays est une puissance impériale, car ils ne l'acceptent pas.

**R** Parce que l'Amérique est une république qui n'est pas née afin de devenir un empire. L'Amérique est née afin de faire tomber les empires. Il n'y a aucune vocation, pas de projet impérial aux États-Unis. Cela n'a jamais existé. L'envol de la puissance américaine au XX<sup>e</sup> siècle se poursuit en fonction de l'effondrement des autres puissances. Et les guerres qui mènent à l'effondrement des autres puissances sont des guerres qui sont lancées non pas par les États-Unis, mais par ceux-là même qui voulaient l'hégémonie impériale, et que les États-Unis, entrant en guerre par nécessité, vouent à l'échec.

**Q** On n'accepte pas non plus, aux États-Unis, les conséquences liées au fait d'être une puissance impériale. Est-ce un problème ?

**R** C'est un problème parce que la puissance impériale qui ne parvient pas à résister à la tentation de s'engager dans des opérations militaires tous azimuts doit s'habituer non seulement à tuer, mais à se faire tuer. Et les tests les plus décisifs de la puissance impériale sont des tests d'efficacité dans l'action — une puissance impériale ne peut pas se permettre de ne pas gagner — et un test de longévité : la capacité de durer. (...) L'Amérique n'a jamais véritablement voulu que le temps fasse son oeuvre. Une guerre doit se gagner vite, les pertes humaines doivent se mesurer au compte-gouttes. Nous le voyons à certains égards en Irak, où le test de l'efficacité et le test de la durée semblent être mal partis.

**Q** Que pensez-vous de la gestion de cet envol impérial par l'administration Bush ?

**R** Il y a eu mauvaise gestion. L'isolement qui s'est produit en janvier 2003 (dans le dossier irakien) n'était pas nécessaire. Et l'administration a commis une erreur de calcul : identifier la guerre contre le terrorisme à la guerre contre l'Irak. La guerre contre le terrorisme sur par définition une guerre qui se livre sur des fronts multiples. Ne pas participer à la guerre en Irak n'aurait pas dû signifier un manque de volonté quant à sa participation dans la guerre contre le terrorisme à portée globale.

**Q** Le monde se méfie maintenant des États-Unis en tant que puissance impériale ?

**R** Tout à fait. Et je crois que ça remonte au 11 septembre, qui a changé fondamentalement la vision américaine du monde, mais également la perception que se fait le monde de l'Amérique. Le monde a découvert une Amérique beaucoup moins tolérante, beaucoup plus dure, sans la complaisance qui semblait la caractériser dans le passé, disposée à tuer afin de ne pas se faire tuer. Le monde en a été surpris et a alors trouvé cette puissance dangereuse. Et vous ajoutez à cela le fait que dès janvier 2001, le monde avait démontré vis-à-vis du président des États-Unis une méfiance et une hostilité à certains égards sans précédent.

**Q** Demeurez-vous optimiste quant à cet envol impérial ?

**R** Je reste optimiste parce que la performance de l'Amérique au XX<sup>e</sup> siècle demeure, globalement, très positive. La puissance américaine a été à même, après 1950, de résoudre l'anarchie européenne à partir de laquelle les désordres s'étaient accumulés depuis des siècles. Et je pense qu'en ce début de siècle, l'Amérique reste bien placée... Reste en fait le seul pays à même de gérer les désordres en compagnie de ses alliés.



HUBERT VÉDRINE

# Le blocage idéologique

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

COLLABORATION SPÉCIALE

**PARIS** — Secrétaire général de l'Élysée pendant le second mandat de François Mitterrand, entre 1988 et 1995, Hubert Védrine a été ministre des Affaires étrangères, de juin 1997 à mai 2002, dans le gouvernement de « cohabitation » dirigé par le socialiste Lionel Jospin, sous la présidence de Jacques Chirac. À ce double titre, il a été étroitement mêlé aux négociations qui ont précédé l'intervention militaire de 1991 dans le Golfe. Opposant mesuré à l'hégémonie sans partage des États-Unis sur la scène internationale, il est considéré comme celui qui a « inventé » le terme de « hyperpuissance » pour désigner les États-Unis après la chute de l'URSS.

**Q** *La Presse* : Est-ce que vous voyez dans l'explosion actuelle de violence en Irak la confirmation des prévisions les plus sévères des opposants à l'intervention américaine ? Et, au fond, un motif de réjouissance ?

**R** Hubert Védrine : Les Américains ont gagné militairement en Irak, comme ils auraient gagné contre à peu près n'importe quel autre pays, vu leur écrasante supériorité militaire. Même si l'intervention elle-même était fondamentalement contestable. Le problème était la gestion de l'après-guerre (...) Or, le plus étonnant, c'est de la part des États-Unis, leur absence totale de préparation pour la suite. Il ne s'agit pas de naïveté, car ils ont de très bons spécialistes de la région, mais d'un véritable blocage idéologique. Les Américains étaient convaincus qu'ils seraient reçus en Irak comme ils ont été reçus en Normandie en 1944. Donc ils n'ont rien préparé du tout pour le lendemain de la victoire. Or les données de base étaient largement connues : une minorité sunnite qui avait depuis toujours accaparé le pouvoir de manière autoritaire, mais qui devait avoir sa place dans un Irak démocratisé. Une majorité chiite qui allait réclamer la direction des affaires, mais qui devait s'engager à respecter les droits des minorités sunnite et kurde. Rien de tout cela n'a été préparé. On a laissé le Pentagone gérer la situation, et le piège colonial s'est refermé sur les Américains.

**Q** Vous croyez que les Américains ont déjà perdu l'après-guerre ?

**R** Les Américains ne sont pas encore battus. D'ailleurs je ne vois pas comment ils pourraient aujourd'hui simplement se retirer et laisser les protagonistes sur le champ de bataille. On verra ce qui se passe le 30 juin, et s'ils réussissent à faire émerger une autorité irakienne qui peut leur servir de paratonnerre. Leur atout majeur, c'est que dans chaque camp en présence, il y a des forces qui n'ont pas intérêt à faire la politique du pire : les sunnites et les Kurdes, pour commencer, peuvent estimer qu'une pax americana, dans un premier temps, leur est utile. Même les chiites modérés ont de quoi redouter la guerre civile. Donc les Américains peuvent encore s'en sortir. D'ail-

leurs personne n'a intérêt à un énorme fiasco des États-Unis. Pour eux, ce serait un coup très dur (...) Mais ce serait également mauvais pour l'Europe et le reste de l'Occident. Car les Arabes les plus déterminés ne font pas le détail entre les États-Unis guerriers et les Européens plus sermonneurs et partisans de sanctions. Pour eux, c'est toujours le même Occident qui veut assurer sa domination, comme au temps des Croisades.

**Q** Est-ce que l'ONU et la « vieille Europe » doivent voler au secours des États-Unis ?

**R** Je ne vois pas comment la France, le Canada ou l'Allemagne pourraient aujourd'hui intervenir, dans la situation actuelle, après avoir dit que ça ne marcherait pas (...) En revanche, s'il y a une résolution au Conseil de sécurité, votée à l'unanimité, en faveur d'un plan de stabilisation et de développement, chacun peut trouver sa place. De la même manière, si un gouvernement irakien plus légitime formule des demandes précises : tout peut être examiné.

**Q** Le problème qui demeure : que fait-on avec des dictatures particulièrement meurtrières ou dangereuses ?

**R** Je vous retourne la question : qui est ce « on » ? Généralement cela veut dire l'Occident. Mais de quel droit l'Occident, qui représente en gros un milliard d'individus sur les six milliards d'habitants sur la terre, peut-il en toute souveraineté décider d'intervenir militairement pour imposer son modèle démocratique à tel ou tel pays ? Le droit d'ingérence du plus fort est vieux comme le monde : on intervenait pour évangéliser, pour civiliser. Les Soviétiques, en Afghanistan, pour éradiquer le féodalisme. Pourquoi l'Occident aurait-il plus de légitimité à intervenir en Arabie pour imposer la démocratie que l'Arabie en Occident pour imposer l'islamisation ? (...) L'Occident a mis des siècles à arriver à la démocratie. Par un long processus interne. Il faut certes maintenir une « incitation » à la démocratisation, en dosant intelligemment au cas par cas. Mais je ne suis certainement pas favorable au droit d'ingérence généralisé, de surcroît laissé à la discrétion du plus fort.

**Q** Est-ce que, face à cette « hyperpuissance » américaine, l'Europe n'est pas justement coupable de n'avoir pas construit une vraie puissance politique et militaire, qui lui fasse contrepoids ?

**R** Tant que l'Europe se cantonnera dans cette posture « athénienne » qui consiste à donner, comme jadis les Grecs aux Romains, des conseils au monde et aux États-Unis sans prendre le risque de la puissance, elle ne pourra pas se plaindre d'être tenue à l'écart des grandes décisions. Cette même Europe est-elle prête à prendre ce risque, avec les renoncements que cela impose à la souveraineté des grands pays ? Je crois que c'est possible si on expose un vrai projet aux Européens. Mais j'admets que ce n'est pas joué.



Le Nunavut est né il y a cinq ans, aux confins de l'Arctique.

PHOTO PRESSE CANADIENNE

# Le Nunavut a 5 ans

## Une éclosion ardue sous le regard du Qaujimajatuqangit

Le Nunavut a fêté, le 1<sup>er</sup> avril, son cinquième anniversaire de naissance en tant que territoire canadien. À Iqaluit, la capitale, comme dans les petites communautés de l'île de Baffin, les changements positifs sont bien visibles mais la période de transition se poursuit, parfois à la dure.

ANNE PÉLOUAS  
COLLABORATION SPÉCIALE

**IQUALUIT** — Les défis à relever sont encore titanesques au Nunavut, né il y a à peine cinq ans aux confins de l'Arctique. Mais « le plus dur est fait », affirme le ministre des Finances, Leona Aglukkaq, ex-fonctionnaire qui fut aux premières loges de la création du gouvernement. « En 1999, nous avions des ministères, mais pas de bureau ni de personnel ! » se souvient-elle.

Le premier ministre, Paul Okalik, élu le 16 février dernier, entame tout sourire un deuxième mandat à la tête du gouvernement. Vu l'ampleur du chantier ouvert en 1999, avec des fonds limités, il se dit plutôt satisfait du résultat :

« Comme tout gouvernement, nous avons énormément de dossiers à traiter et nous avons fait des erreurs. Les cinq années passées ont été difficiles mais, en fin de compte, notre travail a été plutôt bien fait. »

Ottawa vient en outre de lui donner un coup de pouce. Dans son budget du 24 mars, le ministre des Finances, Ralph Goodale, a ainsi débloqué près de 500 millions par an pour aider le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut à rencontrer leurs « besoins et priorités ».

La part du lion va à l'assainissement de sites contaminés, mais il y aura aussi de l'argent frais pour renflouer les budgets des trois territoires, aider au développement économique, à la mise en valeur des ressources naturelles et au financement des soins de santé.

### Au bout du monde

Si le Nunavut, enserré dans les glaces nordiques une bonne partie de l'année, paraît bien loin de nous, ses dirigeants politiques ont des préoccupations similaires aux nôtres : avoir un système de santé mieux adapté aux besoins, miser sur l'éducation, développer l'économie, faire baisser le chômage, lutter contre la pauvreté et la délinquance...

Mais il a des contraintes supplémentaires, liées à sa situation géographique : un coût de la vie près de trois fois supérieur au nôtre, des coûts faramineux de transport, des infrastructures quasi inexistantes. Et des perspectives de développement économique forcement limitées par les conditions climatiques.

La pénurie de logements est un des défis les plus difficiles à relever. On construit de jolies maisons de bois aux toits d'aluminium... qui voisinent avec de vieilles bicoques où s'entassent les familles.

Malgré un réel effort de construction, visible tant à Iqaluit que dans les communautés isolées, on manque partout de logements — au moins 3000 — pour faire face à une démographie galopante, 60 % de la population ayant moins de 25 ans. À Iqaluit, le nombre d'habitants a



doublé en quelques années seulement, pour atteindre 6200.

La ville pousse comme un champignon, au gré d'un urbanisme incertain. Ici, un lotissement épouse harmonieusement la courbe d'une colline dominant la baie Frobisher. Le grand hôtel d'Iqaluit a importé les standards du sud... avec vue sur un énorme « bunker » blanc, une école sans fenêtres, héritage des années où garder la chaleur était jugé plus essentiel que profiter de la lumière extérieure !

En matière d'emploi aussi, la réalité est loin du rêve. Le taux de chômage des Inuits frise les 30 %. Pourtant, les emplois ne manquent pas, avec notamment une nouvelle administration territoriale et un secteur privé en développement. Les diplômés qui parlent l'anglais n'ont guère de difficulté à travailler. Mais il faut souvent faire appel à des

**La pénurie de logements est un des défis les plus difficiles à relever. On construit de jolies maisons de bois aux toits d'aluminium... qui voisinent avec de vieilles bicoques où s'entassent les familles.**

« gens du Sud » pour occuper les emplois disponibles. À l'hôpital d'Iqaluit, aucun médecin ni infirmière inuit... Les deux premières infirmières diplômées du Collège arctique du Nunavut, entreront en fonction cet été.

Pour Qinuayad Pudlat, maire de Kimmirut, petit village côtier du sud de l'île de Baffin, la pilule est amère : « Il y a plus d'emplois mais il faut parler anglais, ce qui élimine bien des Inuits, surtout les plus vieux. » Ici, la rue principale s'étire du bord de l'eau jusqu'au bout d'une courte piste d'atterrissage. Les maisons sont toutes regroupées là,

avec une école, une petite galerie d'art, un centre communautaire. Les entreprises se comptent sur les doigts d'une main. L'employeur principal est le gouvernement du Nunavut qui vient d'y décentraliser certains services. Mais les diplômés de Kimmirut se font toujours rares pour occuper les postes. Elijah Padluq et ses amis préfèrent encore aller chasser le caribou ou l'ours polaire.

À l'extrême nord de l'île de Baffin, la population de Pond Inlet — qui fait face aux montagnes de l'île Bylot, refuge d'oiseaux et « maternité » d'ours polaires — est elle aussi tiraillée entre tradition et modernité. Les jeunes surtout ! Michael Peterloosie a fait des études en administration au Collège arctique du Nunavut, à Iqaluit. « Là-bas, admet-il, on a plus de liberté et plus de choix d'emplois. » Mais il a tout de même préféré rentrer à Pond Inlet,

où vit sa famille. Il y travaille pour le gouvernement du Nunavut, mais ne rate pas une occasion de partir à la chasse ou à la pêche !

Le gouvernement a pris le taureau par les cornes, en misant sur l'éducation et la formation continue, mais la route est longue. La moitié de la population inuit n'a pas de diplôme d'études secondaires, un minimum pour bien des emplois. « L'éducation, dit Paul Okalik, a été et demeure notre priorité. Ça va mieux — nous avons eu depuis cinq ans 600 nouveaux diplômés — mais il faut persévérer. » Au Collège arctique, l'accent est ainsi mis sur les

« besoins du Nunavut », par exemple pour la formation d'infirmières, d'enseignants, de gestionnaires de la faune ou de sculpteurs. Le gouvernement a fixé son objectif : 85 % des emplois devraient être occupés par des Inuits d'ici 2020. Dans les services fédéraux, ils représentent le tiers du personnel. En 2007, Mary Jane Adamson, du Conseil fédéral du Nunavut, prévoit qu'ils occuperont la moitié des postes : « Il faut accentuer les efforts de formation. Nous avons besoin d'eux pour les services à la population qui demandent qu'on parle l'inuktitut. »

Peter Irniq, commissaire du Nunavut — l'équivalent de lieutenant-gouverneur — est lui aussi optimiste : « Nous voulons que nos jeunes aient une bonne formation pour avoir de bons jobs. Cela prend du temps mais nous sommes sur la bonne voie. » Après tout, rappelle-t-il, il n'a fallu que 40 ans aux Inuits pour passer d'un igloo à une maison moderne. « Nous avons une grande faculté d'adaptation. Le Nunavut est d'ores et déjà un succès et, surtout, c'est notre maison ! »

### Une culture et une langue à protéger

Cette « maison », les Inuits ne veulent d'ailleurs pas la construire trop vite. Ce qui leur importe, c'est qu'elle reste à leur image, reflétant leur culture et leurs valeurs. Les motoneiges ont beau pétarader à Kimmirut, la télé déverser ses programmes du Sud dans les salles à manger de Pond Inlet ; l'usine de poissons de Pangnirtung — unique au Nunavut — a beau être aussi moderne que n'importe laquelle des pêcheries canadiennes ; l'assemblée législative d'Iqaluit a beau avoir le nec plus ultra des équipements électroniques... pas un endroit où l'esprit du Qaujimajatuqangit Inuit (QI) ne plane sur tout.

À la fois savoir hérité des aînés et philosophie de vie basée notamment sur la recherche du consensus et la solidarité, le QI imprègne les rouages de la machine gouvernementale.

L'automne dernier, le gouvernement a même créé un Conseil du QI, où siègent 11 aînés qui sont chargés de veiller à ce que « culture, savoir et valeurs inuits soient vraiment intégrés dans les politiques et programmes du gouvernement ».

Pour Paul Okalik, la protection de la culture et de la langue est prioritaire, mais il la voit comme « un objectif à long terme, auquel il faut travailler en permanence ». L'inuktitut n'est la langue maternelle que de 70 % de la population et l'anglais domine les conversations, y compris au gouvernement. Celui-ci s'est fixé 2020 pour faire de l'inuktitut sa langue de travail, mais la tâche n'est pas facile, car même l'en-

### LE NUNAVUT C'EST :

Deux millions de kilomètres carrés à cheval sur le cercle polaire, au-delà du 60<sup>e</sup> parallèle ;

Un peu moins de 30 000 habitants, dont 85 % d'Inuits répartis en 26 communautés ;

L'assemblée législative se trouve à Iqaluit ; 19 élus siègent dans cet immeuble neuf et lumineux. Le premier ministre Paul Okalik est à la tête du gouvernement, qui ne compte que sept ministres.

seignement se fait majoritairement en anglais. « Nous ne l'offrons en inuktitut que jusqu'en troisième année, à cause d'un manque d'enseignants et d'outils pédagogiques », souligne Penny Rumbolt, du ministère de la Culture, de la Langue, des Aînés et de la Jeunesse.

« Investissement » : c'est le maître-mot du Nunavut moderne.

À Kimmirut ou à Pond Inlet, les gros bateaux de croisière doivent mouiller au large et transporter leurs passagers en zodiac. Ils n'ont pas de ports en eau profonde, quasiment pas de routes, de trop petits aéroports : l'économie du Nunavut ne pourra pas croître sans financement important pour de telles infrastructures.

Comment espérer sinon développer les trois secteurs les plus prometteurs que sont la pêche, le tourisme et l'exploitation des ressources naturelles ? Après plusieurs fermetures de mines, le Nunavut pourrait devenir le nouvel eldorado des chercheurs d'or et de diamants. Trois grosses mines doivent ouvrir d'ici 2007-2008. On prévoit que l'exploration et l'exploitation des ressources minières, pétrolières et gazières représenteront au moins 800 millions de dollars en 2012, contre 135 millions cette année, avec un millier d'emplois à la clé, soit quatre fois plus qu'aujourd'hui. Pour l'économie locale, ce serait un bon coup de pouce, en condition d'atteindre l'objectif fixé par le gouvernement : voir au moins la moitié de ces emplois revenir à des Inuits et non plus de 10 à 15 % comme aujourd'hui. Là encore, l'enjeu crucial est l'éducation et la formation.

# LA PRESSE D'AILLEURS

# PLUS



PHOTO REUTERS

Le président Bush il y a 12 jours dans un *community college* en Arkansas. Le message : se préparer, par l'éducation, aux emplois de l'avenir. Lesquels, demandent les spécialistes ?

## Les mirages de l'emploi aux États-Unis

Bush jubile car mars 2004 fut bon : l'avenir n'est pas rose pour autant



RÉAL PELLETIER

Tout axée désormais sur l'échéance électorale de novembre 2004, la maison Bush surveille au premier plan quatre dossiers qui, chacun, sont susceptibles de lui infliger un croc-en-jambe ou de lui assurer le succès :

>> Son plus beau fleuron jusqu'ici, la sécurité intérieure, tient au fait qu'Al-Qaeda et apparentés n'ont pu, depuis le 11 septembre 2001, répéter leur infamie en terre nord-américaine. Mais les audiences, la semaine dernière, de la commission du Congrès sur le 11 septembre ont fait craquer le vernis de cette belle oeuvre et mis en relief les failles profondes de l'appareil, sous la forme des déficiences du renseignement dont souffrent cruellement le FBI et la CIA.

>> Le dossier de l'Irak est plus chaud que jamais : les clergés et les reventrards de Saddam s'en mêlent, les violences s'accroissent, le spectre du Vietnam surgit, contraignant l'administration à s'accrocher à sa détermination de passer la main aux Irakiens le 30 juin, histoire de ce désengager assez tôt — politiquement du moins — pour réduire les dommages en vue du scrutin de novembre. D'où la venue aux États-Unis la semaine dernière du premier ministre britannique, Tony Blair, qui a rencontré Kofi Annan dans l'espoir de mettre les Nations unies à contribution dans une reconstruction de l'Irak de plus en plus problématique.

>> Venue aussi à Washington, la semaine dernière, du premier ministre d'Israël, Ariel Sharon, qui n'a pas eu de mal à convaincre le président Bush du bien-fondé de son initiative de désengagement — total à Gaza, très partiel en Cisjordanie : le geste passe par-dessus la tête de l'autorité politique palestinienne et vexe une bonne partie du monde diplomatique, mais pourrait — pour un temps du moins — soulager la Maison-Blanche d'une part de ses responsabilités dans ce dossier.

>> Reste, dans le paysage préélectoral qui défile rapidement, la question de la croissance économique, que l'Américain moyen mesure principalement à l'aune de l'emploi.

L'un ou l'autre des trois précédents dossiers peut toujours en venir à dominer le paysage, mais on s'entend assez, chez les observateurs, pour pointer les questions de politique intérieure comme champ principal d'évaluation du gouvernement sortant. Or la reprise subite de l'emploi en mars fait la part belle à l'administration Bush.

### L'énigmatique emploi

Un sondage NBC-Wall Street Journal, à la mi-mars, le confirmait s'il en était besoin : 36 % des électeurs accordent la priorité aux questions d'emploi et de croissance ; 27 % voteront en fonction des programmes de santé et d'éducation ; mais seulement 18 % iront aux urnes pour apprécier les questions de défense (Irak, terrorisme), 9 % sur les

questions de droit (contrôle des armes à feu, droits des homosexuels, etc.), et 7 % sur la politique étrangère des États-Unis.

Il est facile de comprendre, dans ce contexte, combien l'administration a pu se réjouir des données de l'emploi en mars 2004 : 308 000 emplois créés, plus corrections à la hausse des résultats désastreux obtenus en janvier et février.

Chiffre magique qui n'impressionne pas tous les analystes : on s'interroge sur sa portée réelle et on observe par ailleurs, cours du pétrole aidant, une remontée de l'inflation, ce vieux monstre tenu tranquille pendant plusieurs années ; l'un des points forts de la croissance est le bâtiment, dont certains commencent à se demander s'il n'est pas, lui aussi, une bulle susceptible de crever.

N'empêche, pouvoir afficher d'un coup la création de 308 000 emplois en un mois constitue un événement, après des mois de disette. Deux analystes de *BusinessWeek* décortiquent le chiffre : il comprend l'addition de quelque 13 000 emplois recouverts dans l'épicerie, au terme d'une longue grève en Californie ; il reflète surtout l'arrivée de 71 000 emplois dans la construction, mais aussi des emplois en services de santé, en restauration et bars, en entretien immobilier, en transport et en entreposage. À noter : mars est le premier mois depuis la mi-2000 où le secteur manufacturier n'a pas perdu d'emploi.

Le chiffre de 308 000 emplois n'empressionne guère le rugueux chroniqueur Paul Krugman, du *New York Times*. Pendant les huit ans de ses deux mandats, le gouvernement Clinton a enregistré une création mensuelle de 236 000 emplois, rappelle-t-il. Il y eut 23 mois de 300 000 emplois ou plus ; en mars 2000, il se sera créé 493 000 emplois. Et mars 2004 est d'autant moins spectaculaire à cet égard qu'il s'inscrit dans la foulée d'une reprise, qui est traditionnellement porteuse de gros chiffres. (Ce qui fait qu'un pays comme l'Argentine, par exemple, peut s'enorgueillir d'un taux de croissance courant de 8 %, faisant suite à l'effondrement quasi complet de son économie.)

### Le facteur productivité

Or par rapport à la forte croissance et à l'explosion des profits enregistrées aux États-Unis, les gros chiffres de l'emploi ne sont pas vraiment au rendez-vous, constate *BusinessWeek*, dans une longue enquête.

L'hebdo attribue beaucoup plus à la hausse de productivité qu'à l'*outsourcing* — la sous-traitance étrangère — la timidité de la reprise de l'emploi. Un point de pourcentage d'amélioration de la productivité est susceptible de faire disparaître 1,3 million d'emplois en un an aux États-Unis. Ce qui veut dire qu'une amélioration de productivité jouant entre 3 et 3,5 % plutôt qu'entre 2 et 2,5 %, c'est autant d'emplois disparus. De fait, les entreprises recourent massivement aux nouvelles technologies de l'information pour réduire leurs coûts de production. Largement décriée, la sous-traitance étrangère ne serait responsable que de 300 000 des 2,7 millions d'emplois disparus du paysage américain ces trois dernières années. En bref : la productivité engendre des profits, gêne l'inflation, fait grimper la Bourse, etc. ; elle

créée de la richesse, mais pas d'emplois. Voire, elle décourage la recherche de l'emploi : si le taux de chercheurs d'emploi en mars 2004 équivalait à celui de mars 2001, l'indice officiel du chômage serait de l'ordre de 7,4 % plutôt que l'actuel 5,6 %.

James Glassman, économiste principal chez J.P. Morgan Chase, estime que malgré ses 308 000 emplois de mars, le pays attend encore entre 3 et 6 millions d'emplois pour prétendre à une forme de plein emploi.

### Quel plein emploi ?

Les économistes nous ont habitués à la notion de cycle, qui veut qu'une bonne période chasse la mauvaise et que finalement tout rentre dans le rang.

L'analyste David Kessel, du *Wall Street Journal*, constate — comme peuvent le faire les sexagénaires — que régulièrement, toute une génération en vient à se demander si elle n'est pas au bord d'un précipice économique. La mondialisation, marquée du sceau de la sous-traitance étrangère, en désespère plusieurs actuellement. M. Kessel rappelle qu'il y a 40 ans, l'automatisation produisait les mêmes frayeurs chez les contemporains. En mars 1964, trois douzaines de libéraux clairvoyants écrivaient au président Lyndon Johnson pour le prévenir que « des machines autorégulées, mues par ordinateur, pouvaient atteindre une productivité presque parfaite, capables d'éliminer progressivement toute contribution humaine ».

Or depuis cette date, il s'est créé 72 millions d'emplois aux États-Unis, une hausse de 125 %. Les salaires des hommes — inflation prise en compte — ont augmenté de 18 %, ceux des femmes de 37 %. Et le taux de chômage actuel est à peu près exactement celui qu'il était en 1964. Les ordinateurs ont remplacé les humains dans beaucoup de fonctions, mais on a imaginé de nouveaux emplois pour les humains.

Ce qui crée par contre beaucoup d'incertitude, c'est qu'on arrive mal à prévoir, aussi bien en 1964 qu'en 2004, ce qui sera imaginé comme nouveaux emplois.

Greg Mankiw, conseiller économique de la Maison-Blanche, note qu'aucun fermier en 1940 aurait pu imaginer qu'un petit-fils ou une arrière petite-fille puisse gagner sa vie à créer des sites sur la Toile et gagner plus que lui. Aujourd'hui, à l'inverse, l'avenir peut exister dans un poste de massothérapeute à 40\$ l'heure, si la technologie de l'information n'a plus rien à offrir.

Chose certaine, poursuit l'analyste David Kessel, l'anticipation de ce que deviendra plus tard le monde de l'emploi est un exercice périlleux. Le service des statistiques du secrétariat au Travail des États-Unis y a souvent cassé sa pipe. En 1988, l'agence prédisait que le nombre de pompistes allait passer de 308 000 à 331 000 en 2000. Dans les faits, ils n'étaient plus que 140 000 en 2000.

La même agence envisageait, en 1988, que le nombre d'agents de voyages allait augmenter de 54 % d'ici l'an 2000 ; leur nombre aura plutôt chuté de 6,2 %. Des 20 métiers dont l'agence entrevoyait des pertes substantielles entre 1988 et 2000, la moitié ont plutôt connu une hausse. Elle prévoyait par exemple en 1988 que la robotisation allait réduire de 143 000 (44 %) le nombre de monteurs

électriques et électroniques en usine, il s'en est plutôt ajouté 45 000 (11 %).

L'ex-secrétaire au Travail sous le président Clinton, Robert Reich, ne craint pas pour sa part une baisse générale de l'emploi, mais plutôt un écart croissant des revenus entre les divers métiers.

Réélu ou non en novembre, le président Bush est peu susceptible d'affronter pareil problème. Par contre, le chef républicain risque de se heurter dans un avenir immédiat à un vieux démon du système : l'inflation.

### Retour de l'inflation ?

La reprise, que confirme le retour des emplois en mars, serait plus spectaculaire si elle ne traînait dans son sillon le spectre de l'inflation. Rien de très sérieux encore, semble-t-il. Le *Wall Street Journal* s'amusait la semaine dernière à démontrer qu'une foule de fabricants de papier à usage domestique — du Kleenex à l'essuie-tout — ont entrepris de hausser leurs prix, pour la première fois depuis l'an 2000. Ils n'osaient même pas le faire pour couvrir les coûts des nouveaux produits, d'autant qu'ils se sentaient surveillés par Wal-Mart.

Les manufacturiers recouvrent ainsi leur pouvoir de détermination des prix, mais des contraintes de coût les y obligent : depuis décembre 2002, les prix du gaz naturel ont augmenté de 48 % et ceux de la pâte à papier, de 21 %.

Pour l'analyste Katrin Bennhold, de l'*International Herald Tribune*, un ensemble de facteurs simultanés font apparaître une menace inflationniste : la hausse des prix du pétrole, la reprise de l'emploi et la pression à la hausse exercée par le dollar sur des monnaies fortes concurrentes.

Mercredi dernier, Washington a découvert que la hausse des prix à la consommation en mars avait été plus forte que prévu : 0,05 % de plus que le mois précédent. Alimentation et énergie exclues, l'inflation a marqué 0,4 %, la plus forte hausse mensuelle en deux ans.

Le fait surprend d'autant plus qu'il y a quelques mois à peine, la FED (banque centrale) parlait d'un risque de déflation presque équivalent à celui de l'inflation. Mais au rythme où vont les choses, selon l'*IHT*, la FED, qui croyait pouvoir passer des élections tranquilles, pourrait se sentir contrainte de hausser son taux de base vers septembre, par exemple, deux mois avant les élections.

Non négligeable non plus : l'inflation qui montre le bout du nez en Chine. L'appétit des Chinois pour le pétrole et plusieurs produits de base comme le fer recyclé ou le cuivre nous rejoint. Sans compter que l'inflation intérieure en Chine vient de franchir un bond de 3,2 % au seul mois de janvier, après deux années de prix stables et même en régression.

D'autres facteurs poussent l'inflation aux États-Unis : hausse des ventes au détail en mars, hausse des exportations, prévisions de croissance de l'économie américaine portées de 4,2 à 4,5 % par l'OCDE. Entre-temps, la hausse des prix du pétrole gêne le reste de la consommation. L'American Enterprise Institute estime que cette hausse a privé les consommateurs américains de 25 milliards de dollars d'achats non pétroliers, ce qui, déjà, faisait plus qu'annuler les 11 milliards de gains obtenus par les réductions fiscales.

INTERN. HERALD TRIBUNE

## Universalité

Des gens se demandent pourquoi tant d'information est consacrée, dans *La Presse* ou ailleurs, aux États-Unis et à campagne électorale qui s'y déroule. Le chef du service diplomatique du grand quotidien japonais *Asahi Shimbun*, Yoichi Funabashi, s'explique et son propos rejoint probablement l'avis de la plupart des éditeurs de journaux de cette planète : « La paix mondiale et la vie de six milliards d'habitants sur cette planète dépend du résultat des (prochaines) élections. Comment la prochaine administration verra-t-elle la reconstruction de l'Irak, comment répondra-t-elle aux défis terroristes ou à la non-prolifération nucléaire, comment négociera-t-elle avec les sociétés musulmanes, comment traitera-t-elle de dossiers comme le commerce internationale, la monnaie ou l'environnement ? Autant de questions dont les réponses exerceront un impact sur la communauté planétaire. » L'auteur se demande d'ailleurs si le temps n'est pas venu, pour le reste de la planète, de voter sur ces questions. Il suggère que les autres habitants du monde puissent, par l'Internet, dire aux Américains comment eux ils voteraient en novembre 2004 et pourquoi. Dans l'état actuel des choses, 200 millions d'Européens et 230 millions d'Asiatiques pourraient ainsi dire ce qu'ils pensent de la politique américaine. Un universitaire de LaHaye, Wiebe de Jager, a déjà ouvert un site de cette nature : [www.theworldvotes.org](http://www.theworldvotes.org).

THE BOSTON GLOBE

## Rivalité

Le débat public sur la pertinence économique et sociale de Wal-Mart aux États-Unis rejoint le débat électoral. Une multitude de candidats démocrates voit dans Wal-Mart l'avidité incarnée de la grande entreprise, en même temps que le pipeline d'amenée de marchandises étrangères à bas prix. Les républicains quant à eux ont tendance à saluer en Wal-Mart l'ultime refuge où un salarié de 25 000 \$ par année peut obtenir le plus pour son argent. La guerre politique est ouverte autour de Wal-Mart. L'entreprise vient de mettre sur pied le deuxième plus important PAC (*political action committee*) du pays. Durant les primaires, le candidat démocrate Howard Dean a prévenu les électeurs qu'ils étaient menacés d'en venir à des « emplois à la Wal-Mart ». Même le candidat démocrate virtuel à la présidence, John Kerry, voit dans Wal-Mart le symbole de « ce qui va mal en Amérique ». Sa femme, Teresa Heinz, héritière de la maison du même nom, y est allée de son mot aussi, accusant Wal-Mart de détruire les collectivités en mettant la concurrence en faillite. Mais les républicains se bidonnent quand ils entendent pareil propos car Teresa Heinz possède au bas mot un million de dollars d'actions de Wal-Mart...

THE NEW YORK TIMES

## Tenté

L'ère des rabais en tout genre chez le marchand d'automobiles pourrait tirer à sa fin et faire place au marketing noble. Dans la foulée morose du 11 septembre 2001, les fabricants de voitures s'étaient lancés dans une surenchère de primes de toute sorte, comme le prêt à intérêt zéro, ou la remise de 1000 ou 2000 \$ comptants à l'acheteur. La nouvelle vogue promotionnelle consiste plutôt à offrir à l'acheteur sérieux d'utiliser le véhicule convoité pendant 24 heures. Histoire d'en palper le comportement à vitesses et dans des conditions diverses, de savourer pendant quelques heures sa présence devant le domicile, de juger de l'effet produit sur les voisins, etc. General Motors mène le bal dans cette nouvelle façon d'approcher le client, qui a l'avantage de valoriser le produit plutôt que la prime d'appoint.

WALL STREET JOURNAL

## Futé

La nuitée d'hôtel est devenue tellement chère dans les centres de ski japonais que des skieurs choisissent de dormir dans leur véhicule. À 100 000 \$ par an de revenus, Toshimi Kozuma se juge capable de se payer une chambre d'hôtel, mais refuse de le faire parce qu'il a le sentiment de se faire égorger. Il aura contribué à créer une sous-culture du skieur qui dort dans son véhicule. Des sites Internet aujourd'hui renseignent sur les meilleurs emplacements de parking de skieurs. D'autres offrent plein de conseils sur la façon d'aménager confortablement une fourgonnette pour y dormir. Et y installer un four à micro-ondes. Et y brancher une antenne parabolique. Etc....

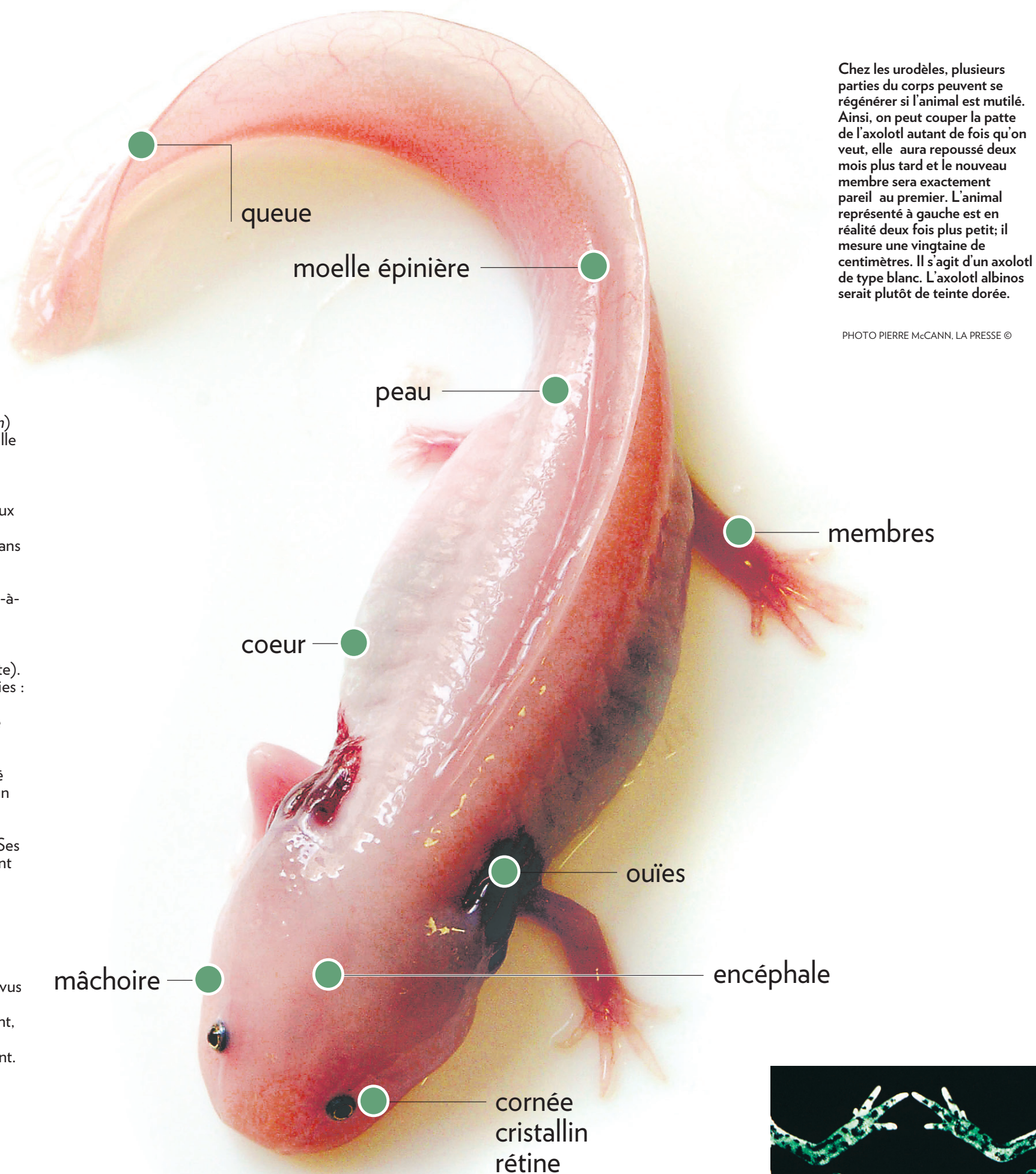
## Un ado pour la vie

L'axolotl (*Ambystoma mexicanum*) est un membre de la grande famille des ambystomides d'Amérique. C'est un très proche parent d'*Ambystoma tigrinum*, la salamandre tigrée qu'on trouve aux États-Unis. L'axolotl vit dans des lacs de montagne du Mexique, dans la région de la capitale, Mexico.

C'est un animal néoténique, c'est-à-dire qu'il garde toute sa vie des caractères physiques considérés comme juvéniles (et donc normalement perdus à l'âge adulte). Dans son cas, il s'agit des branchies : l'axolotl n'a pas de poumons et passe sa vie dans l'eau. Sa glande thyroïde fournit bien l'hormone nécessaire à la transformation du têtard en adulte, mais en quantité insuffisante. L'apport artificiel d'un complément thyroïdien lance la transformation : on obtient un axolotl terrestre, sans branchies. Ses petits seront cependant également néoténiques.

La néoténie est relativement fréquente chez les urodèles (amphibiens à queue).

Les yeux de l'axolotl sont dépourvus de paupière. Ses membres ont quatre doigts aux pattes de devant, et cinq aux pattes de derrière. La queue est comprimée latéralement. Le dos et la queue ont une crête membraneuse qui, courant sur le dos, se prolonge jusqu'au cou.



Chez les urodèles, plusieurs parties du corps peuvent se régénérer si l'animal est mutilé. Ainsi, on peut couper la patte de l'axolotl autant de fois qu'on veut, elle aura repoussé deux mois plus tard et le nouveau membre sera exactement pareil au premier. L'animal représenté à gauche est en réalité deux fois plus petit; il mesure une vingtaine de centimètres. Il s'agit d'un axolotl de type blanc. L'axolotl albinos serait plutôt de teinte dorée.

PHOTO PIERRE MCCANN, LA PRESSE ©

# PERFORMANT AXOLOTL



La repousse, à partir du membre original tronqué, se fait en deux mois.



PHOTO PIERRE MCCANN, LA PRESSE ©

Pour Stéphane Roy, il est possible d'envisager qu'on puisse un jour «stimuler» des gènes endormis qui permettraient la régénération des tissus humains. L'animal qu'il tient ici est un axolotl de type sauvage, caractérisé par sa couleur vert-noir.

## Cette salamandre originaire du Mexique réussit à faire pousser à répétition ses membres amputés

LUC DUPONT  
AGENCE SCIENCE-PRESSE

Est-il illusoire de penser qu'un jour, nous aurons la capacité de recréer des tissus gravement endommagés (blessures à la moelle épinière, brûlures), voire assister à la «repousse» d'un membre amputé ?

Depuis deux ans, dans son laboratoire de la faculté de médecine dentaire de l'Université de Montréal, Stéphane Roy ampute des pattes de salamandre et regarde pousser les nouvelles... « Et c'est tellement parfait comme régénération, qu'on ne voit aucune différence entre l'ancienne patte et la nouvelle. On peut couper 100 fois la patte et 100 fois elle repoussera. Le processus prend deux mois. »

Pour explorer ce fascinant pouvoir, le biologiste a la chance de travailler avec une salamandre de 15 à 25 cm appelée axolotl. Originnaire du Mexique, elle appartient à la famille des amphibiens urodèles, les seuls vertébrés, connus à ce jour, munis d'une telle capacité régénératrice. L'axolotl peut refaire complètement et en tous temps ses pattes, sa queue, ses mâchoires, sa peau, sa moelle épinière, ses yeux, et même une partie de son cœur et de son cerveau !

« Ce pouvoir de régénération –

différent des habituels mécanismes de guérison – est beaucoup plus courant chez les invertébrés, explique Stéphane Roy. Par exemple, le ver planaire – une espèce de lombric marin – a le pouvoir de se multiplier en 50 vers différents et complets, si vous le sectionnez en 50 bouts. »

La piqûre pour un tel sujet, le biologiste l'a eue lors d'un stage postdoctoral de trois ans (1997-2000) au laboratoire de la grande spécialiste de la régénération tissulaire, la docteure S.V. Bryant, de l'Université de la Californie à Irvine. Ensemble, ils ont travaillé à cerner le secret des mécanismes génétiques et des voies de signalisation qui sont à la base même du processus de la régénération parfaite chez les urodèles.

Ce travail est toujours en cours, mais « on a cependant identifié, au site de l'amputation, dans une mince couche de 2 millimètres, un phénomène qu'on appelle la différenciation cellulaire, dit-il. Dans ce processus, les cellules semblent régresser jusqu'au stade qui était le leur aux premiers temps de l'embryon, un peu comme si elle repartait à zéro, avant de « reprendre des fonctionnalités diverses (peau, nerf, os, etc.) et ainsi recréer littéralement le membre manquant. »

Chez l'humain, comme chez le reste des mammifères, cette capacité semble absente. Et pourtant, il y a deux exceptions : le doigt peut repousser chez des enfants en bas âge (voire même des adolescents), à une hauteur ne dépassant pas la dernière phalange. Et notre foie a la capacité, non de reconstruire les lobes qu'on lui aurait enlevés, mais de « régénérer » parfaitement sa fonctionnalité.

Serait-il possible que, même chez les vertébrés, cette capacité soit encore cachée dans des gènes « endormis » depuis des centaines de millions d'années ?

C'est ce que croit Stéphane Roy. « Il existe à l'intérieur du monde vivant une sauvegarde extrêmement forte des fonctionnalités génétiques, de sorte qu'il est légitime de penser pouvoir retrouver un jour l'équivalent chez l'humain, sous la forme de gènes en dormance, que l'on pourrait stimuler. »

Mais il y a la dure réalité du financement. « Il y a un très petit nombre de chercheurs dans le monde – quelques équipes tout au plus – qui planchent sur une telle problématique. Parce que pour beaucoup, c'est trop fondamental comme question, trop loin des préoccupations de l'industrie... »